

« MACRON A MENÉ UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE QUI A INSÉCURISÉ NOTRE PAYS »

Ardent critique du bilan économique d'Emmanuel Macron, l'universitaire, membre des Économistes atterrés, est un fervent défenseur de la protection sociale et des services publics. Christophe Ramaux met en garde contre le recul du pouvoir d'achat sous l'effet de l'inflation, soutient les efforts de réindustrialisation entrepris au nom de la souveraineté économique et juge qu'il faut réformer le fonctionnement de l'Union européenne pour la mettre au service des États nationaux.

La guerre est aux portes de l'Europe. Quel sera l'impact de ce conflit sur l'économie française ?

Christophe Ramaux : Nous allons faire face à un choc d'inflation porté par le renchérissement du prix des matières premières énergétiques. Il sera particulièrement fort en Allemagne (NDLR : qui importe 55 % de son gaz de Russie) mais, *a priori*, moins prononcé en France, car nous produisons notre électricité avant tout par le biais du nucléaire.

Cette envolée des prix de l'énergie peut-elle déclencher une spirale inflationniste ?

Il y a incontestablement un choc d'inflation à court terme, mais je ne crois pas à une spirale sur le long-terme. Les coûts de production des entreprises vont certes augmenter sous l'effet de cette flambée des prix de l'énergie, mais rien n'indique que les salaires vont suivre le mouvement, alors même qu'ils constituent l'essentiel de ces coûts. L'exposition de notre économie au libre-échange constitue un frein à la formation de ce que les économistes nomment une « boucle prix-salaires », dans laquelle l'inflation alimenterait une hausse des salaires qui elle-même participerait à renforcer la hausse des prix, etc. Nos grandes entreprises ont massivement délocalisé, les travailleurs français ne sont plus en position de force pour obtenir de fortes hausses de salaire.

Les prix à la consommation ont augmenté de 2,9 % en janvier, puis 3,6 % en février selon l'Insee. Le gouvernement est-il en capacité de préserver le pouvoir d'achat des Français ?

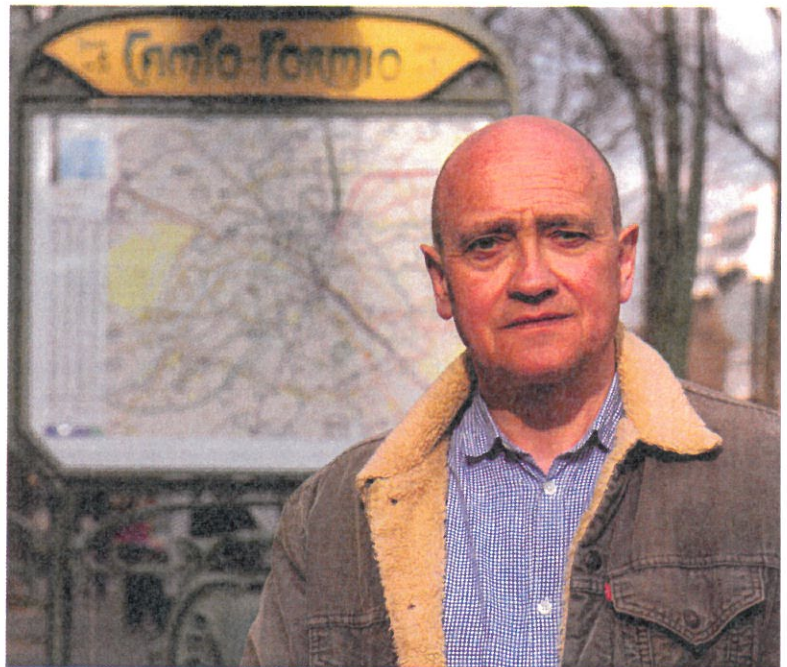
Le bon sens voudrait qu'il mette en place une indexation automatique des salaires et des prestations sociales sur l'inflation. Au lieu de cela, il finance le maintien du pouvoir d'achat sur fonds publics. C'est de cette logique que relèvent la prime Macron, versée pendant la crise sanitaire, et la prime Castex de 100 € contre l'inflation. Ainsi, un mode de fonctionnement typiquement néolibéral s'installe, dans lequel les grandes entreprises n'augmentent plus les salaires et laissent à l'État le soin de soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs.

Au risque de creuser davantage les déficits publics ?

Et surtout de les instrumentaliser ! C'était le plan de bataille des néoconservateurs lors du premier mandat de Ronald Reagan, celui consistant à « affamer la bête ». On augmente certaines dépenses publiques et on réduit par la démagogie des impôts, cela accroît les déficits, puis on prend prétexte de ces derniers pour dire qu'il faut donc réduire la générosité de la protection sociale. De nombreux candidats à la présidentielle souscrivent malheureusement à cette logique et ont inscrit à leurs programmes une réforme des retraites par le biais d'un report de l'âge de départ.

N'est-ce pas une évolution nécessaire ?

Absolument pas ! Notre système de retraites est particulièrement performant et globalement à l'équilibre. Nous devrions nous enorgueillir de garantir un droit au bonheur pour nos aînés. Nous sommes l'un des pays au monde dans



David Law/Objectif Méditerranée

lequel le taux de pauvreté des seniors est le plus faible. Chez nous, quand on est à la retraite, on n'est pas obligé de compléter sa maigre pension par de petits boulots comme cela se fait au Japon ou aux États-Unis par exemple.

La dette publique française se monte désormais à 2 834 Md€. N'est-ce pas problématique ?

Je vous mentrais si je vous disais le contraire. Mais il faut dire et redire que cette dette publique est utile. Souvenons-nous de ce que nous avons vécu au pic de la crise de la Covid, au printemps 2020. L'économie s'était totalement arrêtée. Si l'État avait laissé faire, le revenu des ménages se serait effondré. Au lieu de cela, il est massivement intervenu et, au final, le revenu des ménages n'a pas baissé en 2020. En plein confinement, les Français ne pouvaient pas consommer autant qu'auparavant. Les ménages les plus aisés se sont donc constitués une épargne supplémentaire ce qui permet de financer sans problème le surcroît de la dette publique.

Tout de même, elle est passée de 64,5 % du PIB en 2005 à 116,3 % en 2021. Cela ne ressemble pas à une trajectoire soutenable...

Encore une fois, le problème n'est pas la dette en tant que telle, mais les causes de sa hausse sur une longue période qui sont à chercher du côté du régime néolibéral. La dette publique n'était que de 25 % du PIB en 1982. Le néoli-



David Law/OJM

Partisan d'une économie républicaine

Par opposition au courant libéral majoritaire dans sa discipline, Christophe Ramaux est classé parmi les économistes dits « hétérodoxes », critiques du libre-échange et du règne sans partage du marché. En réalité, son analyse économique est rétive à toute forme de classement. Car le maître de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne est également très critique sur la décroissance et sur l'altermondialisme, deux approches largement représentées dans les rangs du collectif des « Économistes atterrés » auquel il appartient pourtant. Le cœur de sa doctrine est une défense lucide du bien-fondé de l'intervention de l'État dans l'économie, notamment par le biais de la protection sociale. Dans son dernier ouvrage, *Pour une économie républicaine*⁽¹⁾, qu'il est venu présenter à Marseille au théâtre Tourny le 24 février dernier, il nous appelle à considérer « le caractère profondément mixte de notre économie » et à cesser d'opposer stérilement le secteur privé au secteur public. L'union des deux est selon lui nécessaire pour relever les défis à venir, notamment celui posé par la crise écologique.

(1) Paru aux Éditions De Boeck Supérieur.

➤ béralisme comprime structurellement les salaires. Or, nous vivons dans une société salariale. 90 % des actifs occupés en France sont salariés et les salaires financent l'essentiel de la protection sociale via les cotisations sociales (ils paient aussi les trois quarts de la CSG). En exerçant une pression à la baisse sur les salaires directs et indirects, le néolibéralisme comprime la demande. Ce régime est intrinsèquement récessif. Pour y pallier il a augmenté les dettes privées et publiques. Pour sortir de ce cercle vicieux, il faut relancer la croissance économique en la réorientant vers des secteurs plus vertueux écologiquement et mettre en place une fiscalité véritablement progressive. Après avoir beaucoup donné, l'État doit reprendre et prélever des impôts sur les grands patrimoines financiers et les hauts revenus pour réduire la dette publique.

Le Produit intérieur brut français a augmenté de 7 % en 2021. Bruno Le Maire estime que ce rebond « efface la crise économique ». Partagez-vous cette analyse ?

Quand on descend huit marches (NDLR : le PIB français a reculé de 8 % en 2020) et qu'on en remonte seulement sept, on ne revient même pas au point de départ... Le taux de croissance à +7 % en 2021 n'est qu'un rattrapage partiel du terrain perdu en 2020.

Le taux de chômage s'établit à 7,4 %, au plus bas depuis 2008. A-t-on atteint une forme de plein-emploi ?

Aux États-Unis, quand le marché du travail est sous tension, on voit des pancartes « Ici on recrute » accrochées à presque toutes les devantures de commerce. Vous en avez vu ici ? Je pense donc que nous sommes bien loin de la situation de plein-emploi. Certes, des emplois ont été créés avec la reprise. Mais combien à temps partiel imposé ? Combien sous la forme d'auto-entrepreneurs précaires ? Le taux de chômage officiel ne rend pas compte de ce sous-emploi massif qui persiste dans notre économie.

Environ 300 000 emplois restent pourtant vacants. Cela ne prouve-t-il pas l'existence d'une tension sur le marché du travail ?

Je ne nie pas l'existence de ces emplois non pourvus. Mais, selon moi, ils résultent aussi d'un certain rapport au travail que ce gouvernement a contribué à renforcer. Quand on n'a de cesse de valoriser la *start-up nation* et les premiers de cordée, on alimente le mépris des emplois d'exécution. Cela produit forcément un effet sur les vocations, d'autant plus que la dévalorisation est à la fois symbolique et financière, les salaires dans ces professions étant particulièrement faibles.

Il n'y a donc rien à sauver du bilan économique d'Emmanuel Macron ? Derrière un vernis moderniste, la doctrine de Macron, c'est du libéralisme falot. Il a mené une politique économique qui a insécurisé notre pays. Son gouvernement s'est même servi de la *Covid-19* pour aller encore plus loin dans l'application de son programme néolibéral, par exemple en baissant les impôts de production de 10 Md€ par an. En y ajoutant le remplacement de l'impôt sur la fortune par l'impôt sur la fortune immobilière, le prélèvement forfaitaire unique (NDLR : la « *flat tax* » appliquée aux revenus de placement), la baisse de l'impôt sur les sociétés et la défiscalisation des heures supplémentaires, le quinquennat Macron aboutit à une baisse de l'ordre de 55 Md€ des prélèvements obligatoires chaque année. Je prends le pari que, s'il est réélu, Emmanuel Macron adoptera un discours soudainement alarmiste sur le déficit. Après l'avoir fortement creusé, il dira qu'il est insoutenable et

prendra ce prétexte pour réduire les dépenses de l'État social, au premier rang desquelles celles des retraites.

Sur le plan national comme régional, les mesures se multiplient pour soutenir la réindustrialisation de l'économie française. Est-ce un virage nécessaire ?

J'en suis persuadé. L'industrie pèse environ 10 % du PIB, mais toujours trois quarts de nos exportations, et elle est garante de la souveraineté de notre pays. Il y a quelques temps encore, quand on prononçait l'expression de « souveraineté économique », on était taxé de nationalisme. L'air du temps a, depuis, heureusement changé. Il ne s'agit pas de tout produire en France, mais de remettre en cause le libre-échange généralisé pour rendre possible cette réindustrialisation.

Croyez-vous à la constitution d'un espace économique intégré à l'échelle de la Méditerranée ?

L'échelon principal, c'est l'échelon national. La résistance des Ukrainiens nous rappelle combien les peuples aspirent à maîtriser leurs destins. C'est valable en matière politique comme en matière économique. Nous nous sommes trop longtemps bercés de deux illusions. L'illusion mondialiste d'abord, à laquelle a cédé une partie de la gauche critique en s'engouffrant dans l'impasse de l'altermondialisme. L'illusion européenne ensuite, suivie de laquelle c'est seulement par l'Europe que l'on peut changer les choses. La crise de la *Covid-19* a balayé ce qu'il restait de cette seconde illusion. Les premiers fonds du plan de relance européen de 750 Md€ (mais seulement 320 Md€ de subventions) viennent seulement d'être versés... Ce sont les États nationaux qui se sont immédiatement et efficacement portés au secours des populations et des économies au cœur de la crise.

Est-ce à dire qu'il faudrait sortir de l'Union européenne ?

L'Europe est précieuse. Mais il faut la refonder du sol au plafond pour mettre au service des États sociaux nationaux. L'État social, ce sont les retraites, l'éducation, la santé, les forces de l'ordre, etc. C'est ce qui compte dans la vie quotidienne des gens. Or, l'harmonisation européenne n'est possible dans presque aucun de ces domaines. Personne ne prône l'instauration de retraites européennes ou le déploiement d'instituteurs et/ou d'infirmiers européens. L'État social est fondamentalement national.

Propos recueillis par Erwan Pastol le 10/03/20